

Introduction

Autor(en): **Moos, Ludwig van**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Heimatschutz = Patrimoine**

Band (Jahr): **69 (1974)**

Heft 2-fr: **Numéro spécial de l'Année européenne du patrimoine architectural 1975 : orientation et propositions**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Introduction

Si le Conseil fédéral a décidé, le 18 juin 1973, d'accueillir favorablement l'idée, lancée par le Conseil de l'Europe, d'une Année européenne du patrimoine architectural et de la mettre en pratique dans notre pays, c'est que deux considérations lui ont paru déterminantes. La Suisse n'appartient pas seulement au Conseil de l'Europe, comme membre de cette institution; en tant que pays quadrilingue, de par sa situation géographique, sa structure culturelle et son histoire, elle est liée aux autres peuples européens. De plus, elle possède un riche patrimoine historique et architectural qui, depuis les temples et amphithéâtres de l'époque romaine, en passant par les sanctuaires carolingiens et jusqu'aux temps modernes, a toujours été alimenté par les grands courants de la culture occidentale commune.

Le Comité national suisse désigné par le Conseil fédéral pour l'Année européenne du patrimoine architectural 1975 s'est donné pour tâche de réaliser efficacement ce projet élaboré par le Conseil de l'Europe et approuvé par le Conseil fédéral. Il entend donc faire en sorte que les citoyens de notre pays se rendent compte de la valeur de notre patrimoine architectural, connu ou peut-être moins connu; que l'intérêt et le plaisir qu'il peut procurer s'éveille; et qu'en même temps, partout et dans tous les milieux, la volonté soit renforcée de ne pas négliger ce patrimoine, ni même de le laisser détruire, mais de l'entretenir, le sauvegarder et le transmettre aux générations futures.

Dans le patrimoine architectural de notre pays, l'histoire et le présent sont liés. Il ne s'agit donc pas de conserver, comme tels, des monuments inertes, sans nous demander quel sens cela peut avoir; il s'agit bien plutôt d'édifices, de maisons, d'ensembles architecturaux, de sites urbains et villageois, qui ont une certaine relation avec une famille, une localité, certains événements de l'histoire cantonale ou fédérale, et qui de ce fait sont dignes d'être préservés comme témoins architecturaux de notre passé. Mais une protection et des soins sont tout aussi nécessaires pour les bâtiments de jadis qui s'insèrent avec bonheur dans le visage d'un site ou de certaines de ses parties: un coin de village, une place de la ville, une rangée de maisons, même si aucun événement particulier ne les relie à l'histoire. Pour de tels ensembles architecturaux, de la ville et de la campagne, il sied d'avoir l'œil ouvert, et la main prête à intervenir, afin que les nouveautés inévitables, lorsqu'elles remplacent l'ancien, soient introduites avec circonspection, et un sens aigu de la responsabilité qu'on assume à l'égard de l'ensemble d'une localité ou d'un site. L'Année européenne doit surtout sauvegarder, dans les villes et les villages, des édifices et des ensembles – héritage et témoins du passé – en tant que corps vivants. Aussi faut-il faire pénétrer plus profondément dans notre population et parmi les responsables, à tous les échelons, l'idée que le progrès technique et scientifique ne doit pas avoir pour effet le dédain et la destruction des édifices et des styles anciens, et que les dépenses consenties pour la protection du patrimoine architectural ont tout leur sens.

La Suisse peut donc apporter une précieuse contribution à l'Année européenne du patrimoine architectural 1975. Mais, de même qu'en tant qu'Etat elle s'appuie sur les peuples cantonaux énumérés dans la Constitution fédérale, de même le poids principal de l'action, en ce qui concerne l'entretien du patrimoine architectural, repose sur les Cantons; et, dans ce cadre, les Communes ont à cet égard une responsabilité déterminante. Dès lors, l'Année européenne ne portera ses fruits, pour l'avenir de notre pays, que si dès aujourd'hui les Communes, les Cantons et la Confédération se mettent à l'ouvrage, en plein accord et décidés à veiller fidèlement et spontanément sur le patrimoine architectural que le passé leur a légué, et à y consacrer leurs meilleures forces.

Ludwig von Moos

Président du Comité national suisse